



Un Etat compétent et responsabilisé crée des opportunités pour les plus démunis, met en place de meilleurs services et améliore les résultats des programmes de développement.

La gouvernance s'impose, donc, dans tout processus de développement comme un des facteurs déterminants pour la réussite des programmes et la pérennité des réformes. L'impact de ces programmes et réformes dépend, entre autre, de la capacité des partenaires en place à prendre en compte ce facteur important et d'agir en concertation pour l'améliorer.

De ce fait, découle l'importance de reconnaître les défis liés à la gouvernance pour pouvoir les analyser sereinement, faute de quoi, il serait impossible de se donner les moyens de les relever. Reconnaître les défis de la gouvernance permet d'agir sur les « risques » et de les transformer en opportunités pour garantir la réussite des programmes de développement pour lesquels tant d'efforts et d'énergies sont investis. S'obstiner à ne pas voir ces défis est équivalent à refuser de résoudre une question centrale qui en restant sans réponse faussera tous les efforts fournis par ailleurs.

Cependant, il est clair que ce n'est pas toujours évident de savoir comment aborder les questions de gouvernance ou même apprécier leurs impacts. La complexité de ce sujet, indépendamment des angles par lesquels il est appréhendé par les uns et les autres, déclenche souvent des débats passionnés. Ces débats, tant qu'ils sont ouverts, peuvent être le prélude à un dialogue constructif, favorisant l'écoute et posant les jalons d'une réflexion commune. A chaque fois qu'un dialogue serein et dépassionné sur cette question a pu être amorcé, des idées novatrices ont émergé rendant possible une mise en commun de toutes les bonnes volontés, créant ainsi une dynamique positive et porteuse de progrès.

Aussi, le degré de sérénité des débats et du dialogue sur cette problématique, montre t-il le chemin déjà parcouru et celui qui reste à faire par les uns et les autres pour pouvoir relever les défis de gouvernance qui peuvent se poser au sein d'une institution, d'un secteur ou à l'échelle d'un pays.

A la lumière des récents événements qui ont constitué une crise sans précédent à la Banque mondiale, notre système de gouvernance a aussi montré ses limites. En y faisant face à travers un processus douloureux, plusieurs leçons ont été tirées par l'ensemble des composantes de notre institution. Une des leçons à retenir est l'importance des systèmes et des règles de responsabilisation internes et de la nécessité de les renforcer. Dans ce sens, les membres du Conseil d'Administration se sont engagés à revoir et à améliorer notre système interne de gouvernance.

Par ailleurs, nous sommes encore plus déterminés à la Banque mondiale de continuer le travail, entamé depuis une dizaine d'années, pour l'amélioration de la gouvernance et la lutte contre la corruption. Nous sommes prêts à accompagner les efforts des pays membres pour renforcer la transparence et la responsabilisation, ce qui, nous en sommes convaincus, améliorera les résultats et l'impact des programmes de développement.

Le document sur le Renforcement de l'action du Groupe de la Banque mondiale pour promouvoir la gouvernance et lutter contre la corruption a été adopté unanimement au mois de mars par les 185 pays représentés au sein de la Banque. L'approbation de cette stratégie fait suite à une série de consultations au niveau global, dont celles organisées au Maroc et en Tunisie. Un plan d'action est en cours de finalisation et sera publié sous peu, réaffirmant notre volonté de continuer à promouvoir la gouvernance afin de mieux lutter contre la pauvreté.

Dans ce sens, nous vous proposons dans ce numéro de Nawafid sur le Maghreb, plusieurs articles qui reflètent les efforts fournis par les trois pays du Maghreb pour améliorer les systèmes de gouvernance. Une diversité d'actions qui se décline, notamment, à travers la réforme du secteur de l'eau ; la mise en place de normes et de règles d'un système financier transparent et efficace ; la revue des dépenses publiques ; la réforme de l'administration publique ; l'amélioration du climat des affaires ; et une plus grande implication des populations dans l'identification de leurs besoins et la définition des programmes et actions pour y répondre.

Tous ces efforts montrent le chemin parcouru et ce qui reste encore à faire pour garantir un rythme de croissance économique et de développement humain à la hauteur des attentes des peuples et gouvernements de la région. Pour parcourir ce chemin et continuer à relever les défis de développement, y compris à travers une meilleure gouvernance, la Banque mondiale est prête et engagée à accompagner les trois pays partenaires au Maghreb pour réaliser le niveau de développement et de prospérité auxquels aspirent les peuples de la région.

Par Théodore Ahlers,  
Directeur du département Maghreb